

Unité départementale de l'Essonne  
Cité administrative  
Boulevard de France  
91012 EVRY-COURCOURONNES CEDEX

EVRY-COURCOURONNES CEDEX, le  
17/08/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SECM**

chemin de la sablière jaune N20  
91790 Boissy-sous-Saint-Yon

Références : D2023  
Code AIOT : 0006503717

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/07/2023 dans l'établissement SECM implanté LES ROCHERS 91085002 91790 Boissy-sous-Saint-Yon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre d'un point des projets en cours de l'exploitant.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SECM
- LES ROCHERS 91085002 91790 Boissy-sous-Saint-Yon
- Code AIOT : 0006503717
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est encadré par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 99-PREF-DCL-0211 du 3 juin



1999. Ce dernier a été complété par les actes suivants :

- arrêté du 30/09/2010 : changement d'exploitant au profit de la société SECM
- arrêté du 13/12/2011 : surveillance des eaux souterraines et acceptation de terres dépolluées provenant de la société BIOGENIE
- arrêté du 07/05/2020 : arrêté complémentaire modifiant les conditions de réaménagement de la carrière.
- un arrêté vient d'être signé récemment pour permettre l'acceptation de matériaux dits K3+ sauf sur 2 paramètres.

La carrière est en cours de remblaiement.

L'exploitant a plusieurs projets dont celui de créer une installation de stockage de déchets inertes.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- point sur les projets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;



- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Remblayage : suivi des entrées	Arrêté Préfectoral du 20/03/2007, article III.13	/	Sans objet
2	situation administrative : projets	Arrêté Préfectoral du 20/03/2007, article I.2	/	Sans objet
3	Station de tri/transit/regroupement de déchets du BTP	Arrêté Ministériel du 06/06/2018	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas donné lieu à des écarts.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remblayage : suivi des entrées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/03/2007, article III.13
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, traçabilité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> acceptation 300 000 t/an maximum - vérification du bordereau de suivi avec la nature du dépôt - vérification visuelle et olfactive - acceptation préalable - contrôle inopiné semestriel par organisme choisi par l'exploitant - registre d'admission - portique de détection de la radioactivité
<b>Constats :</b> L'inspection a interrogé l'exploitant sur l'origine des matériaux entrants sur le site le jour du contrôle. L'exploitant a indiqué que les terres déposées provenaient de chantiers situés sur Nozay (société TPU), Ivry sur Seine (société MEDINGER) ainsi qu'Evry-Courcouronnes (société MEDINGER). L'inspection a demandé à disposer d'un exemple de bon d'entrée sur le chantier de MEDINGER Ivry sur Seine. L'exploitant a fourni un bon en interrogeant l'accueil qui dispose du portique de détection, du pont bascule, d'une caméra pour vérifier le contenu du chargement ainsi que le logiciel de suivi pour compiler le registre d'entrées. L'exploitant a indiqué que le contrôle des entrées prévu dans son arrêté par un prestataire extérieur avait été réalisé en mai 2023.
<b>Observations :</b> L'exploitant communiquera les résultats du contrôle par son organisme extérieur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



N° 2 : situation administrative : projets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/03/2007, article I.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, projets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> situation administrative (arrêté du 7 mai 2020 modifiant l'article I.2 de l'arrêté de 2007)
<b>Constats :</b> L'exploitant informe l'inspection que le conseil municipal de Boissy Sous Saint Yon (en partenariat avec le conservatoire des Espaces Naturels), s'est déplacé une semaine auparavant sur site pour faire le point sur le projet de promontoire. Un avis favorable a été formulé par la commune. Ce projet s'inscrit dans une optique de relever la côte finale du réaménagement de 10m par rapport à la côte initialement prévue. Ce projet conduirait au dépôt d'un dossier d'enregistrement au titre de la rubrique 2760 (projet d'ouverture d'une ISDI). Ce dépôt doit être pensé afin de faire la transition entre l'arrêt du statut de carrière (avec procédure de cessation associée) au 5 août 2024. L'exploitant désire également dans le cadre de son projet d'ISDI pouvoir appliquer les paramètres K3+ récemment autorisés par voie d'arrêté. L'inspection indique que les éléments obtenus depuis cette autorisation (notamment suivi de la qualité des eaux souterraines, quantité reçue de matériaux dits K3+,...) devront alors être intégrés en retour d'expérience dans le dossier d'enregistrement. L'exploitant a également deux autres projets :- un remplacement de matériel avec implantation sur une zone du PLU classée actuellement en zone naturelle (ceci nécessitera une modification du PLU au préalable).- une possibilité de procéder à du lavage de terres pour amplifier la valorisation des matériaux pris en charge sur le site (rubrique 2515 à déclaration) pour un volume de 115 000 t/an. (échéance 2025-2026). Ces projets nécessiteront le dépôt d'un porter à connaissance. Ces éléments peuvent également être intégrés au dépôt du dossier d'enregistrement afin de n'avoir qu'une seule instruction. L'exploitant indique qu'il a également procédé à ses mesures sonores (aucun dépassement) et ajouté le suivi des sulfates au niveau du programme analytique des eaux souterraines. L'exploitant précise qu'il a réalisé une reconfiguration de ses activités sur site : regroupement par pôles (béton, sable, gravats) afin d'optimiser la gestion des stockages et des flux.
<b>Observations :</b> L'inspection est donc en attente du dépôt des dossiers.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 3 : Station de tri/transit/regroupement de déchets du BTP**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, gestion déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> rubrique 2714 seuil des 1000 m3 à respecter
<b>Constats :</b> Le jour du contrôle, l'inspection a pu constater que la zone de déchets en mélange présentait un volume très limité. Deux stocks de bois (bois mélange et bois destiné à faire du bois énergie) ont été identifiés. en cumulant le volume de chacun de ces 3 stocks, le volume global avoisinait les 1000 m3. L'exploitant respectait par conséquent le volume maximal du seuil de la déclaration. En parallèle de cette plateforme, l'exploitant a indiqué qu'une campagne de concassage des bétons en stock sur site allait être engagée en juillet.
<b>Observations :</b> L'inspection ne formule pas de remarques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet





**SECM**  
**Juillet 2023**  
**Planche photos**

